

Les libéraux s'accrochent au tournant de Sarkozy

Charles Jaigu
24 juin 2006, (Rubrique France)

Pour les réformateurs de l'UMP, le discours d'Agen, bien que critique envers la monnaie européenne, reste dans une logique libérale.



«NICOLAS SARKOZY a ouvert une porte à une approche plus volontariste de l'économie», estime le libéral Gérard Longuet, l'un de ses conseillers politiques à l'UMP, à propos du discours prononcé à Agen, jeudi soir (*nos éditions d'hier*). Dans une intervention avant tout centrée sur le thème du travail et du pouvoir d'achat, Nicolas Sarkozy s'est emparé de la question de la monnaie européenne, souvent citée par les adversaires de «l'Europe libérale» – au motif que l'euro a beaucoup augmenté le coût de la vie – lors de la campagne référendaire sur la Constitution européenne. Comment revaloriser le pouvoir d'achat des Français ? Multipliant les promesses, de la suppression de l'impôt sur les successions aux stock-options pour tous, le présidentiable Sarkozy a rappelé à certains «*la machine à promesses*» de Jacques Chirac en 1994. Sa mise en cause du dogme de l'euro fort était, elle aussi, dans l'esprit de la campagne du maire de Paris de l'époque.

Pourtant, les libéraux de l'UMP n'y voient pas de quoi fouetter un chat. Hervé Novelli estime que «*la ligne jaune n'est pas dépassée*». «*Nicolas veut montrer qu'il n'est pas un dogmatique. Il veut lever les tabous. Celui de la monnaie unique en est un*», commente le sénateur Alain Lambert, ancien ministre du Budget et sarkozyste de longue date. «*Les mesures annoncées par Nicolas – telles que la suppression de la taxation des heures supplémentaires – ont pour but de désinhiber la croissance et de nous rendre le point et demi de croissance qui nous manque. Il fait le pari du redressement du pays par le travail*», ajoute-t-il.

«Pas dans l'Euroland»

«*L'euro, ce n'est pas que la stabilité des prix. Pour le moment, la Banque centrale européenne privilégie seulement la stabilité des prix contre la croissance*», enchérit Gérard Longuet. Moins que l'influence de Philippe Séguin (*lire ci-dessous*), ce serait celle de Tony Blair qui aurait convaincu Nicolas Sarkozy qu'il fallait changer d'angle de tir.

A deux reprises, ces dernières semaines, le patron de l'UMP a rencontré Tony Blair, dans le plus grand secret. A Florence, lors d'un week-end d'escapade, et à Londres, où il était le week-end dernier, avec son épouse Cécilia. Au cours de leurs conversations sur l'élection présidentielle en France, le premier ministre britannique lui a dit, à propos de l'euro : «*Nous ne sommes pas dans l'Euroland et nous avons plus de croissance et moins de chômage que vous. Comment veux-tu que je convainque mes électeurs de vous rejoindre ?*» Cet argument a beaucoup frappé Nicolas Sarkozy. «*Nicolas a répondu à la fois à son tempérament, qui est volontariste, et à sa stratégie de rassemblement. Il faut que des gens qui ne pensent pas comme lui se reconnaissent dans son projet*», résume encore Gérard Longuet.

«*Il ne faut pas oublier que l'euro permet d'acheter du pétrole à bon marché, et que certains pays de la zone euro, comme l'Irlande ou la Finlande, se débrouillent mieux que l'Angleterre*», prévient tout de même le député européen UMP Alain Lamassoure. Qui ajoute : «*Mais je rejoins Nicolas Sarkozy quand il dit que nous avons adopté l'euro pour nous en servir, pas pour le subir.*» Lors d'un prochain déplacement à Bruxelles, Nicolas Sarkozy devrait d'ailleurs le redire à ses partenaires européens.

Lire Le Figaro : <http://www.lefigaro.fr/>